

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Transition : le Vatican exprime également son soutien au CTRI

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Le président de la République, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema s'est entretenu, mardi, avec Javier Herrera Corona, nonce apostolique au Gabon. Un échange ayant permis au représentant du Saint-Siège en terre

gabonaise d'exprimer la volonté de l'église catholique d'accompagner et soutenir, actuellement, le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), à la tête du pays depuis le 30 août dernier.

L'hôte du chef de l'État a réaffirmé le souhait de Rome de préserver la stabilité et la paix sociale durant la période politi-

co-institutionnelle en cours. À en croire le nonce apostolique, l'organisation d'élections libres et transparentes au terme de la Transition est l'un des souhaits formulés par Rome et par les autorités de Libreville. Normal, le Gabon et le Saint-Siège ont signé un accord-cadre de coopération multisectorielle datant de plus de 25 ans. Lequel accord traduit l'excellence des relations bilatérales entre cette institution religieuse et le Gabon.

Par la suite, le président de la Transition a reçu une délégation d'évêques de l'église catholique du Gabon conduite par Mgr Jean Vincent Ondo Eyene, évêque du diocèse d'Oyem et président de la Conférence épiscopale du Gabon. En séjour à Libreville dans le cadre d'une session extraordinaire de ladite organisation, les autorités cléricales sont venues présenter au numéro un gabonais



Photo: DR

Le président de la transition, Brice Clotaire Oligui Nguema s'entretenant avec le Nonce apostolique Javier Herrera Corona.

leurs civilités. Non sans féliciter la figure de proue du CTRI, pour avoir pris le pouvoir au Gabon sans effusion de sang...

Contexte politique oblige, les membres de la Conférence épis-

copale ont fait part au chef de l'État d'un ensemble de propositions relatives au bon déroulement du Dialogue national auquel l'église prendra une part active.

L'OSECA obtient l'accord de siège de Libreville !



Photo: Scott Nankila

Dr Claude Orlie N'Takpe Atto, président OSECA signant la convention d'établissement.

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

La diplomatie offensive et le pragmatisme des nouvelles autorités séduisent les organismes internationaux. L'Organisation pour la sécurité économique et la compétitivité en Afrique (Oseca) vient d'obtenir l'autorisation de s'installer au Gabon et de déployer ses activités de développement de l'Afrique à partir de Libreville. Dr Claude Orlie N'Takpe Atto, son président, a signé lundi 13 novembre 2023, l'accord de siège, à la suite du ministre des Affaires étrangères, chargé de l'Intégration sous-régionale et des Gabonais de l'Étranger, Régis Onanga Ndiaye.

L'Oseca est une organisation internationale exerçant son activité dans plusieurs pays d'Afrique et qui a été créée à Dakar en 2005 sous le nom de "Organisation africaine de l'intelligence économique (OAI)", en réponse à l'appel lancé par les dirigeants,

à la volonté de l'Union africaine (UA), "demandant aux peuples de se préparer à relever le défi, à tous les niveaux, des mécanismes leur permettant de s'organiser et d'agir".

"Bien plus qu'un simple accord de siège, c'est donc une promesse d'accueil, c'est une déclaration de bienvenue que nous signons ce jour, qui exprime aussi bien la joie profonde et l'immense fierté que ressent l'Oseca à l'idée d'être hébergée sur le sol gabonais, ce qui est sans doute l'un des plus grands soutiens institutionnels", a déclaré Dr N'Takpe Atto à Fabien Omer Ndimina Dabou, secrétaire général adjoint du ministère des Affaires étrangères qui coordonnait ladite signature. Face aux défis de la mondialisation, l'Oseca compte apporter son appui à tous les acteurs du développement économique en Afrique et aider les entreprises, les organisations et les États africains à relever le défi de la compétitivité, et la réalisation des objectifs de développement.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

SURVIVRE à la mise sous cloche des clivages politiques (Majorité et Opposition), décrétée par les nouvelles autorités à leur accession au pouvoir le 30 août dernier ; mais surtout parler le même langage à la prochaine concertation nationale. Tel est le challenge à relever par bon nombre de formations et regroupements politiques dont la Plateforme "Alternance 2023" (PA 2023).

La rencontre tenue en début de semaine entre Guy Roger Aurat Reteno, actuel président dudit regroupement politique, par ailleurs tête de file du parti "Ré-appropriation du Gabon, de son indépendance" (RÉAGIR), et la tête de file de l'Union nationale (UN), Jeanine Taty Koumba, en constitue la parfaite illustration. "Nous avons fait le point de notre collaboration. Nous envisageons le futur. Comment allons-nous continuer à travailler



Photo: Jocelyn Abila

Le président de la plateforme «Alternance 2023» et celui de l'Union nationale posant au terme de leur échange.

ensemble ?", a déclaré Jeanine Taty Koumba. Au cours de cette rencontre, la participation au Dialogue national qui devrait se tenir en avril 2024 a également constitué un des points inscrits à l'ordre du jour. L'hôte du président de l'UN s'est, quant à lui, fait le chantre de la mutualisation.

"Nous sommes ici dans un cadre de mutualisation de nos intelligences comme par le passé. Je sors de cet échange satisfait, car

nous pensons que l'intérêt du Gabon passe avant nos chapelles. Seul on va loin, mais ensemble on va encore plus loin. Nous envisageons le futur pas seulement pour nos partis politiques mais pour le Gabon", a déclaré Guy Roger Reteno.

C'est un truisme d'affirmer que les différentes visites du leader de la "PA 2023" auprès de ses alliés visent un seul objectif : préparer au mieux les prochaines assises socio-politiques en gestation.